

Collectivité Territoriale de Martinique
République française
Liberté Egalité Fraternité

Mairie de Rivière-Salée
Rue du Morne Costet
Laugier
972 15 Rivière-Salée
secretariat@mairie-riviere-salee.fr
Tél. : 05 96 68 01 90

Arrêté N° 2022/2.2/879
prescrivant la mise en modification n°1 du Plan local d'Urbanisme (PLU)

Le maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et L.153-37.

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Espace Sud approuvé le 25 septembre 2018.

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 24 janvier 2019.

Vu la délibération du 10 novembre 2022 autorisant le maire à prescrire la première modification du PLU et fixant les modalités de concertation.

Considération que la modification a pour objet de permettre :

- la réalisation de la zone d'activités de Petit-Bourg intégrant le parking relais de la future extension du TCSP,
- des ajustements réglementaires pour la réduction des distances d'implantation des constructions par rapport aux voies dans les quartiers.

Considérant que cette modification portant sur une zone à vocation économique du PLU n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), de réduire un espace boisé, une zone agricole ou naturelle.

Considérant que cette modification entre dans le champ de la procédure de modification de droit commun.

Considérant que la procédure de modification est menée à l'initiative du maire.

Considérant que la procédure de modification doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

Considérant que la procédure de modification nécessite une enquête publique.

ARRETE

Article 1 : la modification n°1 du PLU de la commune de Rivière-Salée est prescrite.

Article 2 : le projet de modification porte sur le règlement de la zone d'activités AUpb de Petit-Bourg et l'implantation des constructions par rapport aux voies publiques. Il fera l'objet des modalités de concertation suivantes :

- publication sur le site internet de la ville,
- mise à disposition du public du projet d'extension, du projet de règlement modifié et d'un registre d'observations au service urbanisme municipal.

Article 3 : le dossier de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 avant l'enquête publique

Article 4 : la modification fera l'objet d'une enquête publique conformément à l'article L.153-41 du code de l'urbanisme

Article 5 : A l'issue de l'enquête publique, le maire en présente le bilan au conseil municipal qui en délibère et adopte le projet de modification éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée.

Article 6 : le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22. Il sera affiché en mairie pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractère apparents dans un journal diffusé sur le territoire. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs

Fait à Rivière-Salée, le 1^{er} décembre 2022

Le maire



André Lesueur

ARRETE N°2024/2.1/272

**PORTANT MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE DE LA PREMIERE MODIFICATION
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Le Maire de la Commune de Rivière-Salée :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-10

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-41 et suivants

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-9 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) révisé de la commune approuvé par délibération du 24 janvier 2019

Vu l'arrêté n°2022/2.2/879 du 1^{er} décembre 2022 prescrivant la modification n°1 du PLU

Vu la notification du projet à la Mission Régionale de l'Evaluation Environnementale et aux personnes associées et consultées

Vu la décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif désignant Monsieur Garry Anthony JULIENO en qualité de commissaire enquêteur.

Vu l'ensemble des pièces constituant le dossier soumis à l'enquête publique

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Rivière-Salée qui vise à faire évoluer :

- Le règlement de la zone d'activités AU_{pb} de Petit-Bourg afin de permettre l'accueil du parking relais de l'extension du TCSP
- Les dispositions relatives aux distances d'implantation des constructions par rapport aux voies, pour les zones U_c, AU_c, U_d, AU_d, U_a

Article 2 : Durée de l'enquête

L'enquête publique se déroulera du 17 juin au 18 juillet 2024 inclus pour une durée de 32 jours consécutifs.

Article 3 : Désignation du Commissaire enquêteur

Monsieur Garry Anthony JULIENO a été désigné en qualité de Commissaire enquêteur par le Président du Tribunal administratif de Fort de France par décision du 10 mai 2024.

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles côté et paraphé par le Commissaire enquêteur seront déposés au Service Urbanisme de la Mairie, du 17 juin au 18 juillet 2024 aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, à savoir :

Le matin : lundi au vendredi de 7 à 13 h

L'après-midi : lundi et jeudi de 14h30 à 17h

Le dossier de modification du PLU sera également accessible sur le site internet de la ville à l'adresse suivante : www.riviere-salee.fr/plu.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier de modification du PLU de la commune et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au Commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le commissaire-enquêteur- Mairie de Rivière-Salée- rue du Morne Costet Schœlcher-97215 Rivière-Salée

Les courriers doivent arriver au plus tard le jeudi 18 juillet 2024, jour de clôture de l'enquête publique.

Les observations propositions et contre-propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à l'adresse suivante : modPLU1@mairie-riviere-salee.fr

Article 4 : Permanences

Monsieur le Commissaire Enquêteur recevra en personne le public pour y recueillir ses observations ou propositions pendant 6 permanences au Service Urbanisme selon le planning suivant :

Lundi 17 juin	9 - 12h30
Jeudi 20 juin	14h30 – 16h30
Mardi 25 juin	9 – 12 h
Mercredi 3 juillet	9 – 12h
Jeudi 11 juillet	9 – 12 h
Lundi 15 juillet	14h30 – 16h30

Article 5 : Clôture de l'enquête

À l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le Commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre son rapport dans lequel figurent ses conclusions motivées.

Article 6 : Diffusion du rapport

Le commissaire enquêteur transmettra une copie de son rapport à :

- Monsieur le sous-préfet du Marin
- Monsieur le président du tribunal administratif de Fort de France

Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un délai d'un an à compter de la réception par la Mairie des documents.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur sera également publiée sur le site internet de la commune.

Article 7: Informations relatives à l'enquête

Les informations relatives à cette enquête peuvent être demandées au service urbanisme de la mairie

Article 8 : Publicité de l'enquête

Un avis destiné au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera inséré, en caractère apparents, par le Maire, dans les journaux France-Antilles et Antilla paraissant sur le territoire de la Martinique

Il sera publié une première fois, au moins quinze jours avant le début de celle-ci, et une deuxième fois, rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête.

Cet avis sera affiché à la mairie pendant toute la durée d'enquête et publié par tout autre procédé en usage dans la Commune ainsi que sur le site internet : www.riviere-salee.fr/plu

Article 9 : Suites de l'enquête publique

À l'issue de l'enquête publique, le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des observations et avis formulés dans le cadre de l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil Municipal pour approbation.

Article 10 : Exécution et transmission de l'arrêté

Monsieur le Maire et Monsieur le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée à Monsieur le sous-préfet du Marin et à Monsieur le Président du tribunal administratif de Fort de France.

Fait à Rivière-Salée le 28 mai 2024

Pour le maire empêché

La deuxième adjointe



Maryse Jean-Marie



Collectivité Territoriale de la Martinique
République Française
Liberté - Égalité - Fraternité

REÇU EN PREFECTURE

le 25/03/2024

Application agréée E-koiposte.com

99_DE-972-219722212-20240314-627_2024-DE

EXTRAIT DE LA DELIBERATION N° 627/2.2/2024
SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 14 MARS 2024

Date de la convocation :
Le 8 Mars 2024

Nombre de Conseillers

Municipaux

En exercice : 33

En cours de séance :

Présents : 23

Procurations : 03

Absents excusés : 06

Absent : 01

Vote de la délibération

Unanimité

L'an Deux mille vingt-quatre et le quatorze du mois de mars à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la commune de RIVIERE-SALEE, légalement convoqué, s'est réuni dans le salon d'honneur de la Maison des Séniors située à Grand-Bourg, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire conformément à l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents à l'ouverture : M. LESUEUR André Maire, Mme Maryse JEAN-MARIE 2^{ème} adjointe, M. BERNADINE Guy-Albert 3^{ème} adjoint, Mme SYLVESTRE Nicole 4^{ème} adjointe, M. SOUTARSON Jean-Jacques 5^{ème} adjoint, Mme Jocelyne PANZO 6^{ème} adjointe, M. SOUNDOROM Emile 7^{ème} adjoint, Mme RANO Murielle 8^{ème} adjointe, M. SAINTE-ROSE-FANCHINE Alex 9^{ème} Adjoint, M. CROUARD Gérard, M. SAINT-LOUIS-AUGUSTIN Miguel, Mme NICAR Muguette, Mme WILLIAM Danielle, Mme JEAN-LAMBERT Idanie, M. MICHO Victor, Mme CHERY-EMMANUEL Chantal, Mme COUTE Mylène, M. WILSON Philippe, Mme MAURIOL Céline, M. MAURIOL Ronald, Mme OBERLAND Christelle, M. PULVAR Guillaume et M. LIMBAL Joseph.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents ayant donné procuration :

M. Marc-André MARIE-SAINTE donne procuration à M. Jean-Jacques SOUTARSON,

Mme Yanis DUPOT donne procuration à M. Ronald MAURIOL,

Mme RANO Audrey donne procuration à Mme Idanie JEAN-LAMBERT,

Absents excusés : Mrs. PANZO Benjamin 1^{er} adjoint, BACHE Robert, Mmes CHARI Laure, ARETO Chrystel, Mme LOWINSKY Géraldine Et NORCA Stéphanie.

Absent : M. ELMIRA Bruno

Secrétaire de séance : Mme SYLVESTRE Nicole, 4^{ème} adjointe, est élue secrétaire de séance à l'unanimité des membres présents.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

OBJET : BILAN DE LA CONCERTATION RELATIVE A LA PREMIERE MODIFICATION DU P.L.U

Sur la proposition du maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 667/2.2 du 10 novembre 2022 prescrivant la première modification du P.L.U

Vu l'arrêté municipal n° 879/2.2_2022 prescrivant la mise en modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Considérant que cette 1^{ère} modification doit permettre :

- la réalisation de la zone d'activités de Petit-Bourg intégrant le parking relais de la future extension du TCSP, extension présentée en conseil le 14 décembre dernier,
- des ajustements réglementaires pour la réduction des distances d'implantation des constructions par rapport aux voies.

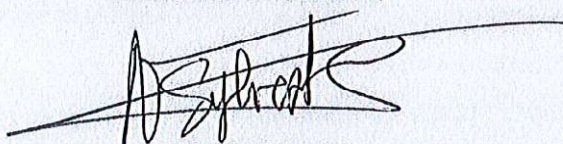
Considérant l'organisation de la concertation selon les modalités définies par la délibération et l'arrêté susvisés : au service urbanisme et sur le site internet de la ville

Considérant que la concertation n'a donné lieu à aucune contribution.

Le Conseil municipal, après discussion,

- **PREND ACTE** du bilan de cette concertation.

La Secrétaire de séance,


Nicole Sylvestre

Fait et délibéré en séance, le 18 mars 2024.

Fait et délibéré en séance, le 22 mars 2024.

Pour le maire et par délégation,

2^{ème} Adjointe

Maryse Jean-Marie

Certifié exécutoire compte tenu de sa transmission
en sous-préfecture le25/03/2024.....
et de sa publication le25/03/2024.....

Pour le maire et par délégation
2^{ème} adjointe,

Maryse Jean-Marie

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Fort-de-France par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télé recours citoyens » sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans le délai de deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse dans un délai de deux mois au recours gracieux vaut rejet implicite.